

HORS-SÉRIE N° 4-2015-10 €

MÉMOIRE ET VÉRITÉ

Présence française en Indochine

Découvrez deux des vingt-et-un articles de cet ouvrage, qui retracent la présence de la France en Indochine encore perceptible de nos jours

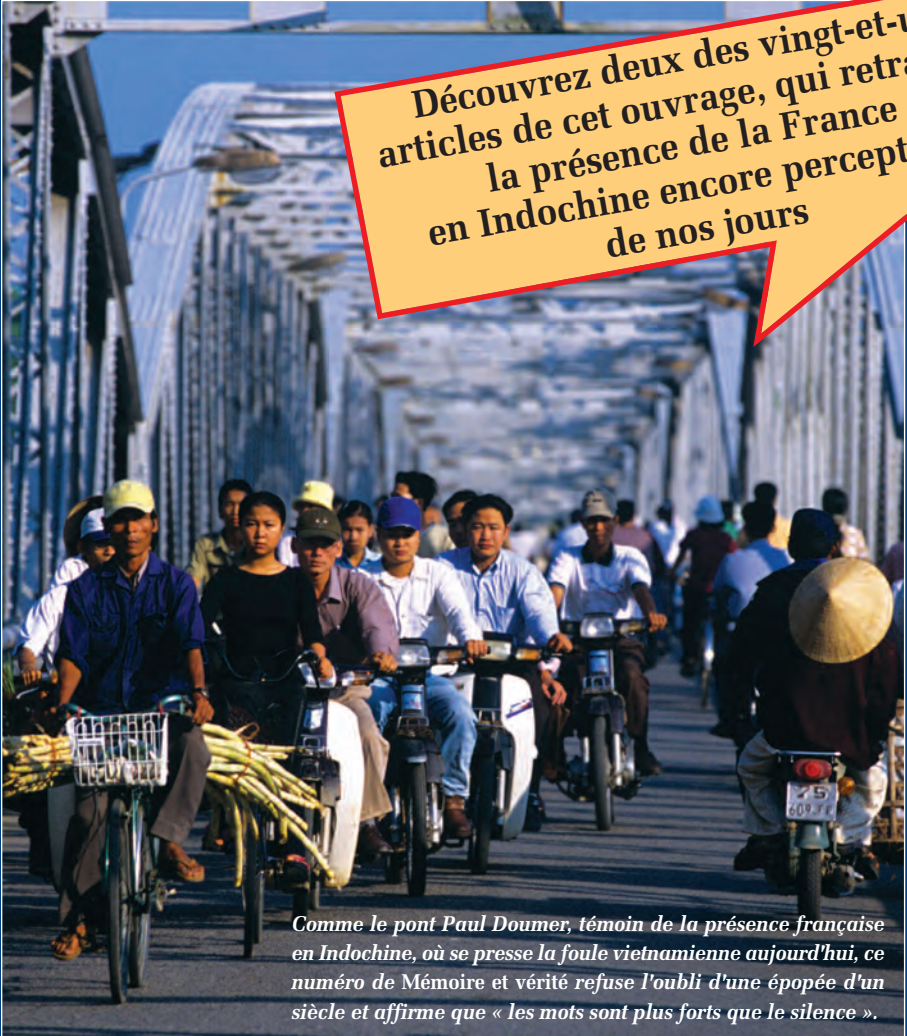


Photo T. Coisque

Comme le pont Paul Doumer, témoin de la présence française en Indochine, où se presse la foule vietnamienne aujourd'hui, ce numéro de Mémoire et vérité refuse l'oubli d'une épopée d'un siècle et affirme que « les mots sont plus forts que le silence ».



ASAF

ASSOCIATION DE SOUTIEN À L'ARMÉE FRANÇAISE



Indochine : une passionnante épopée française

La France et son armée en Indochine, tel est le thème de ce quatrième hors-série de la collection « Mémoire et Vérité » de l'ASAF.

Comme pour les précédents numéros, il ne s'agit pas de traiter de manière exhaustive, en moins de 150 pages, un siècle d'une présence française à la fois riche et complexe en Extrême-Orient, ni même de ses seuls aspects militaires. Nous avons privilégié, car c'est l'esprit de cette collection, une série d'éclairages sur des volets peu connus de l'histoire de la France et des Français dans cette région du monde en couvrant dix décennies réparties également sur les XIX^e et XX^e siècles.

En effet, l'aventure de la France en Indochine, la perle de l'Empire, impose au lecteur de se replacer d'abord au milieu du XIX^e siècle, d'imaginer les mentalités de l'époque, de se souvenir des techniques du moment et des événements qui ont jalonné cette période de l'histoire de notre pays et du monde.

On découvre alors ce qu'a été la vie de ces aventuriers, soldats, médecins, entrepreneurs, de tous ces bâtisseurs qui ont doté la France du deuxième plus grand empire colonial du monde. On apprend comment moins de 30 000 Français ont transformé et valorisé, en un siècle, une région située à 12 000 km de la Métropole.

À la lecture des récits et témoignages qui composent ce numéro, on comprend mieux comment se sont tissés, entre les peuples indochinois et français, au-delà des sacrifices, des liens d'une force sur-

prenante et d'une profonde richesse.

Les jeunes Français sont peu nombreux à connaître cette extraordinaire épopée nationale où s'entremêlent passion, souffrance et aventure, mais où le courage est omniprésent. Notre pays peut et doit être fier de ce qui a été accompli là-bas. Nulle trace de repentance ne pollue aujourd'hui les relations entre la France et le Vietnam, le Laos ou le Cambodge malgré la violence des combats qui nous ont opposés au Vietminh et aux forces communistes indochinoises largement soutenus par la Chine.



En ce début du XXI^e siècle, alors que le centre de gravité économique du monde bascule vers l'Asie, l'ancienne Indochine, située à mi-chemin entre les deux pays les plus peuplés et les plus dynamiques de la planète, l'Inde et la Chine, se trouve au cœur de ce nouveau monde.

Il appartient aux lecteurs, et notamment aux plus jeunes, de réapprendre, voire de découvrir, ce qu'a été l'histoire commune riche et tourmentée de la France et de l'Indochine afin que nous aspirions à renouer des liens puissants au plus grand profit de nos deux pays.

Je remercie tous les contributeurs, et, en particulier, le général Gilbert Robinet qui a assuré la direction de la rédaction de cet ouvrage.

Henri PINARD LEGRY

Président de l'ASAF

S O M M A I R E

PRÉSENCE FRANÇAISE EN INDOCHINE / HORS-SERIE 2015

Indochine : une passionnante épopée française <i>Henri Pinard Legry</i>	3	La femme du sergent Don <i>André Hautefeuille</i>	75
Sans rancune et sans regret <i>Gilbert Robinet</i>	5	Psychanalyse de l'armée de l'Union française <i>Lucien Bodard</i>	77
L'Indochine et la France (1858-1956) <i>Guy Simon</i>	6	Des chars dans la cuvette <i>Henri Préaud</i>	86
Un siècle de présence française <i>Guy Simon</i>	12	Des chinois sur la route provinciale 41 <i>Pierre Caubel</i>	91
Francis Garnier : un érudit ouvert et généreux, mais d'abord un audacieux patriote <i>François Torrès</i>	18	Merci Toubib ! <i>Gilbert Robinet</i>	98
La pacification du haut Tonkin de 1892 à 1897 à travers deux grands destins : Gallieni et Lyautey <i>Michel Martin et Pierre de Veyrac</i>	25	Signer ou mourir <i>Yves de Sesmaisons</i>	104
Voyage au Laos en 1897 <i>Paul Doumer</i>	30	L'art de la négociation <i>Louis Maître</i>	116
Les officiers bâtisseurs <i>France Indochine</i>	35	France - Indochine : une histoire d'amour <i>Philippe de Maleissye</i>	124
L'Indochine dans la Grande Guerre <i>Maurice Rives</i>	39	Que reste-t-il de nos amours ?... <i>Paul Rignac</i>	128
La nuit rouge de Yêh Bay (9-10 février 1930) <i>Maurice Rives</i>	44	APPENDICES	
Le 9 mars 1945, jour de naissance de la guerre d'Indochine <i>Philippe Grandjean</i>	53	La plaine des Jarres	137
Les supplétifs dans la guerre d'Indochine <i>Michel David</i>	61	Principales dates relatives à la présence française en Indochine	138
Les formations Indochinoises de Cao Bang dans la tourmente de la route coloniale numéro 4 <i>André Hautefeuille</i>	69	Quelques chiffres concernant le corps expéditionnaire français en Extrême-Orient	139
		Glossaire	141
		Liste des auteurs	142
		Bibliographie	144



UN SIÈCLE DE PRÉSENCE FRANÇAISE

La France trouva en Indochine un vaste champ d'action ; tout était à créer ou à moderniser. Les communications faisaient défaut, les épidémies, la famine, la misère sévissaient en permanence, les inondations ravageaient les cultures, la piraterie désolait les campagnes. Des rivalités sanglantes opposaient les Annamites et les Siamois qui se disputaient le Cambodge et le Laos. Les régimes politiques plus ou moins sclérosés étaient menacés d'effondrement. C'est avec des ressources budgétaires faibles, ne dépassant pas alors celles de la ville de Paris, que la France s'efforça de relever tous ces défis.



Quai d'Hanoï en 1890

Agriculture

Le souci constant de la France fut d'intensifier la culture du riz par la mise en valeur des deltas nourriciers, commencée aux temps préhistoriques. La production quintupla, dépassant 7 millions de tonnes. L'Indochine devint le troisième pays exportateur du monde. Il fallut ouvrir 2 500 000 hectares à la culture, creuser 3 150 kilomètres de canaux de drainage et d'irrigation, surélever les digues du Fleuve Rouge, créer des barrages tel celui du Day, le plus grand au monde de ce genre. Ces résultats sont en partie l'œuvre du service des Travaux Publics qui, pour

les seuls drainage et irrigation de la Cochinchine, a extrait, par moyens mécaniques, un cubage supérieur à celui réalisé pour le percement du canal de Suez.

Une autre belle réussite fut la culture de l'hévéa, arbre à caoutchouc importé de Malaisie en 1897 par un pharmacien de la Marine française. En Annam et en Cochinchine, 132 000 hectares cultivés furent gagnés sur la forêt et 76 000 tonnes annuelles furent produites avec le seul concours de l'épargne française.

Le caféier, arabica et robusta, fut également introduit en 1888 par des colons. Le théier

fut développé par l'acclimatation de plants venus de Ceylan vers 1930.

Si 95 % des nouvelles surfaces offertes à la culture du riz devinrent propriété des Vietnamiens (avec des abus dans la répartition), celles ouvertes à la culture de l'hévéa restèrent propriété des sociétés françaises qui y avaient investi leurs capitaux.



Albert Sarraut chez les Méos en 1912

Économie et développement des infrastructures

Là où il n'y avait que des pistes, furent réalisés 12 000 kilomètres de routes goudronnées, 17 000 kilomètres de routes empierrées et 13 000 kilomètres de routes non empierrées mais toutefois accessibles aux véhicules. C'était là le meilleur réseau routier d'Extrême-Orient. Un réseau de fleuves et de canaux navigables de 7 000 kilomètres vint, en plaine, compléter le réseau routier. Les ports de Saïgon et d'Haïphong furent agrandis et ouverts au trafic moderne. Des ports fluviaux furent construits à My Tho, Vinh Long, Càn Tho et Châu Đốc.

Dans le domaine ferroviaire, deux magnifiques réalisations sont à mettre à l'actif de la France : le transindochinois qui, sur 1 680 kilomètres, reliait Hanoï à Saïgon et le chemin de fer du Yunnan long de 849 kilomètres et qui pénétrait en Chine par la vallée du Fleuve Rouge. D'autres lignes plus courtes furent également réalisées :

Saïgon-My Tho, Saïgon-Lôc Ninh, Tour Cham-Dalat, Hanoï-Haïphong, Hanoï-Lang Son, Phnom Penh-Poipet. Au total, 4 000 kilomètres de voies ferrées furent construits nécessitant plus de 500 ponts ou tunnels. À Hanoï, le pont Doumer est un véritable exploit technique. À la fois pont routier et pont ferroviaire jeté sur le Fleuve Rouge, il est long de 1 780 m et ses piles hautes de 13 m s'enfoncent de 30 m au-dessous du niveau des basses eaux.

Le premier bureau de poste fut ouvert à Saïgon en 1863. En 1939, l'Indochine disposait de 370 bureaux de poste, de 16 000 kilomètres de lignes télégraphiques, de 93 émetteurs ondes courtes vers la France, d'un câble sous-marin vers la Chine et d'une liaison aëropostale avec la France. L'industrie minière très développée employait 50 000 mineurs dans les mines de charbon, de zinc, d'étain, de wolfram, de chrome, de manganèse, de bauxite, de phosphate, d'or et d'argent.

À côté des industries locales en expansion telles que celles consacrées au décortilage



Habitation française en 1900

du riz ou à la fabrication d'alcool de riz, furent créés ou développés les cotonnières de Nam Dinh, les cimenteries et les verreries d'Haïphong, les salines de Cana, les manufactures de tabac de Saïgon-Cholon.

Œuvre sanitaire

Malgré des impôts locaux assez élevés, l'Indochine était trop pauvre pour financer son propre développement et dut faire appel à des capitaux venant de l'extérieur. Dans un premier temps, ils furent fournis par l'État français. Ensuite, les banques privées prirent le relais, permettant, notamment, la réalisation des plantations d'hévéas. Mais peu de bénéfiques furent réinvestis sur le territoire.

Dans le domaine de la santé, tout était à découvrir. On ne savait rien des maladies microbiennes et parasitaires tropicales : fièvres, dysenterie, malaria, variole, amibiase, peste, choléra. Le taux de mortalité était très élevé. Ce furent d'abord les médecins militaires de la Marine et les missionnaires qui intervinrent, puis l'assistance médicale indochinoise gratuite fut créée en 1904 et confiée aux médecins civils. En 1920 fut fondé l'Institut Pasteur qui fournit des vaccins dans toute l'Asie du sud-est. Des associations hospitalières, officielles ou bénévoles, ouvrirent maternités, crèches, asiles de vieillards, dispensaires, léproseries et infirmeries. 700 hôpitaux furent construits.

À ces progrès de la médecine et de l'hygiène répondit une augmentation de la population qui tripla en un demi-siècle. Cette expansion démographique ne fut d'ailleurs pas sans risques. Si la superficie des rizières augmenta en Cochinchine, il n'en fut pas de même au Tonkin où le delta du Fleuve Rouge était déjà intensivement cultivé depuis des siècles. Le paysan fut certes épargné par la famine, mais son niveau de vie resta très précaire, car l'amélioration de sa production ne compensa pas l'accroissement de la natalité.

Œuvre éducative et sociale

L'essor économique donna naissance à un salariat dans les plantations d'hévéas, les industries minières et textiles qui nécessitèrent une main d'œuvre abondante. Bien que son niveau de vie fût alors plus élevé que celui du paysan, ce salarié, souvent

coupé de son village et de sa famille, devint un déraciné. Matériellement plus heureux, il se sentait moralement et socialement diminué. Cette situation de la masse populaire n'était pas particulière à l'Indochine, mais concernait toute l'Asie. Le niveau de vie était alors nettement plus bas en Chine et guère plus élevé au Japon. En Indochine, plusieurs cultures différentes se sont rencontrées et le lien culturel qui s'est tissé entre la France et l'Indochine résista à toutes les épreuves. La culture est l'une des plus belles traditions du Viêt Nam, où des concours littéraires ouvraient autrefois l'accès à toutes les carrières administratives. Initialement, la France maintint l'écriture chinoise et la culture traditionnelle. C'est à la suite d'une initiative vietnamienne, en 1915, que le gouverneur général Albert Sarraut supprima les concours littéraires triennaux et introduisit les programmes français.

L'étude du « Quôc Ngu », ce système de transcription phonétique de la langue vietnamienne en caractères latins, inventé par le père Alexandre de Rhodes en 1625, fut développée. Ainsi furent ouverts des écoles, lycées et établissements d'enseignement professionnel ainsi que l'Université de Hanoï avec ses facultés de droit et d'ad-

ministration, de médecine et de pharmacie, son école supérieure des sciences, ses écoles d'agriculture et de sylviculture, de génie civil et des travaux publics et des beaux-arts. L'Institut océanographique fut construit ainsi que l'École française d'Extrême-Orient qui, grâce aux travaux de ses savants, donna aux Indochinois une claire conscience de leur histoire.

Cependant l'œuvre scolaire toucha peu la masse. Les sujets les plus brillants furent invités à poursuivre leurs études en France. Les jeunes intellectuels, nourris de nos principes d'égalité, ayant acquis dans nos écoles des titres universitaires, estimaient devoir obtenir les emplois auxquels ils pouvaient prétendre, alors que notre administration ne leur laissa qu'une place restreinte. Certains, déçus dans leurs ambitions, se sentant étrangers dans leur



Maison de style colonial de nos jours

propre pays qui leur offrait moins de débouchés que la France métropolitaine, devinrent les premiers ferments de l'agitation nationaliste.

De la fin de la colonisation à la seconde guerre mondiale, 50 ans de vie commune

L'histoire n'a retenu que quelques noms parmi les artisans de l'œuvre accomplie : monseigneur Pigneau de Béhaine, les amiraux Rigault de Genouilly et Courbet, le président du Conseil Jules Ferry, les gouverneurs généraux Paul Bert, Jean-Marie de Lanessan, Paul Doumer et Albert Sarraut, les médecins Calmette et Yersin. Elle a presque oublié les artisans de base que furent les missionnaires, les administrateurs civils, les médecins militaires et les officiers des affaires indigènes qui, isolés, vivant dans des conditions matérielles éprouvantes, parlant la langue

du pays, manifestant une parfaite connaissance des réalités indochinoises, surent rallier les populations. Parmi ceux-ci, on peut citer les militaires engagés dans de dures opérations de pacification, comme les colonels Servièrre, Pennequin, Gallieni et le commandant Lyautey. Il y eut aussi l'explorateur Pavie qui, par la seule conquête des cœurs, sut rallier le Laos au protectorat français. On ne peut non plus omettre de citer les officiers de Marine Ernest Doudart de Lagrée et Francis Garnier qui, pendant deux ans, remontèrent le Mékong et démontrèrent que la vraie voie vers la Chine était le Fleuve Rouge. Mais il y eut aussi les ingénieurs et techniciens des travaux publics, de l'hydrographie et des chemins de fer et tous ceux qui, obscurément, s'attachèrent à soulager les misères.

Les résultats de la colonisation furent

Le sergent Jules Bobillot

Né à Paris, en 1860, Jules Bobillot, à peine bachelier, écrit des nouvelles, romans et pièces de théâtre, avant d'être appelé, en novembre 1881, au 4^e régiment du génie à Grenoble.

En mars 1884, le sergent Bobillot débarque au Tonkin. Prise le 1^{er} juin, la forteresse de Tuyen-Quan est confiée à une garnison de quelque 600 hommes, dont Bobillot, aux ordres du commandant Dominé. À partir d'octobre, les Pavillons noirs se rapprochent. Fin novembre, ils sont 13 000 ; le commandant Dominé déclare la place en état de siège. Les travaux de défense sont activement menés.

Sans cesse sur la brèche, Bobillot galvanise ses camarades de combat, dirige la construction d'un ouvrage extérieur, puis de retranchements intérieurs.

La place est délivrée le 3 mars. Blessé le 18 février, le sergent Bobillot est évacué à l'hôpital de Hanoï, où il meurt le 18 mars 1885, ayant préféré la Légion d'honneur à l'épaulette d'officier.

Bobillot a été une splendide image d'Epinal. En 1888, la ville de Paris lui a élevé une statue de bronze, détruite en 1942.



La colonisation à travers l'iconographie

brillants. L'Indochine franchit en quelques années le stade de l'économie rudimentaire pour entrer dans la voie des réalisations modernes. Mais les cinquante années que Français et Indochinois parcoururent ensemble, de la fin de la pacification à la veille du deuxième conflit mondial, ne furent pas exemptes de heurts. L'esprit de rébellion qui s'était toujours manifesté dans le passé, même contre l'empereur d'Annam, ne cessa pas, attisé par la déception que la France ne s'en fût pas tenue strictement aux clauses du protectorat, ce qui provoqua dans l'élite indochinoise une profonde blessure d'amour-propre. En effet, il faut admettre la grave erreur du gouvernement français de ne proposer aucun poste important aux Indochinois titulaires de hauts diplômes et certaines réactions égoïstes de l'administration coloniale comme l'inégalité d'accès à la fonction publique pour les autochtones à éga-

lité de titres avec des métropolitains.

En outre, les Japonais, en battant la Russie en 1905, montrèrent qu'en prenant modèle sur l'Occident et en lui empruntant ses armes, l'Asie pouvait le vaincre. De surcroît, la Chine, puis l'Union Soviétique après 1917, encouragèrent la résistance.

Avant la Première Guerre mondiale, l'opposition au régime français était le fait des mandarins attachés à leurs privilèges mérités par leurs diplômes. Après 1918, les jeunes intellectuels formés aux idées françaises, puis une élite bourgeoise et, progressivement, les masses populaires tentèrent d'obtenir une place plus large. N'y réussissant pas, certains préparèrent le bouleversement social. L'élimination de la présence française par les occupants japonais, le 9 mars 1945, leur donna le champ libre.

Guy SIMON



SIGNER OU MOURIR

Les camps de prisonniers du Viêt-Minh

Le lieutenant Yves de Sesmaisons, après trois blessures, est capturé par le Viet-Minh lors de la bataille de Vinh Yen, le 17 janvier 1951. Il est soigné dans un hôpital, puis est conduit de camp en camp où il partage le quotidien effroyable des soldats et des sous-officiers prisonniers. Dans un livre intitulé *Prisons de bambous*¹, il a décrit sans complaisance le traitement odieux et inhumain infligé à ces captifs. Ce livre est un véritable document qui relate ce qu'a été le paroxysme de la perversité à travers un système destiné à déshumaniser ceux qu'il broyait. Le texte ci-après est un condensé du livre repris par son auteur sous la forme d'une étude synthétique de ce système.

Implantation et nature

Les camps sont implantés dans les zones difficiles d'accès, la plupart du temps insalubres, là où les possibilités d'incursion des forces françaises étaient faibles en raison de l'éloignement. On en a décompté cent trente environ. Les plus importants se trouvent au Tonkin, non loin de la frontière chinoise, dans le bassin de la Rivière Claire (Song Lô). Certains reçoivent le nom d'« hôpital », d'autres sont des installations volantes. Ces camps regroupent des prisonniers de guerre de toutes races et nationalités ayant appartenu aux armées françaises, des otages civils enlevés au cours du conflit (hommes,



En quatre mois, les centurions ont maigri

femmes et enfants) et parfois aussi des déserteurs.

Certains prisonniers sont incarcérés provisoirement dans des prisons civiles ré-

1/ Yves de Sesmaisons, *Prisons de bambous*, Editions Economica, 2011.

servées uniquement à des détenus vietnamiens, hommes ou femmes. C'est le cas de la prison du Yen Thé, installée dans un village en dur au nord de Bac Ninh. D'autres connaissent les prisons civiles mixtes réservées à la fois aux Vietnamiens, hommes et femmes, et aux *tu binh* (prisonniers de guerre). C'est le cas du pénitencier situé à trente kilomètres au nord de la ville de Thái Nguyên. Les conditions de vie y sont particulièrement sévères pour le petit noyau de captifs qui s'y trouvent en juillet 1951 : 33 % y meurent en un mois ! Il en est de même à la prison de Tuyên Quang où cohabitent des détenus vietnamiens et des militaires français.

La plupart des autres camps se ressemblent. Ce sont de miséreux villages de paillotes de bambou couvertes de feuilles de latanier, construits et entretenus par les prisonniers eux-mêmes. Ils sont installés, sans clôture, sur une colline, sous la végétation, à l'abri des vues aériennes, non loin d'une rivière qui assure l'alimentation en eau, « la toilette », et l'évacuation des égouts qui en polluaient le cours en aval.

Le cantonnement comprend tous les bâtiments nécessaires à la vie de la collectivité : les dortoirs, vastes hangars ouverts à tous les vents, sous lesquels sont installés deux bat-flancs de *caï phen* (lattis de bambous) séparés par un couloir. Là dorment, entassés les uns contre les autres, se réchauffant et se passant mutuellement les poux et toutes les maladies, les prisonniers privés de moustiquaires et de cou-

vertures, les pieds nus et sales. On trouve ensuite les cuisines, « l'infirmerie » (véritable mouroir, où expirent des hommes squelettiques), le cimetière situé non loin de là, à la lisière de la forêt, la prison où sont enfermés les récalcitrants et les punis. Celle-ci peut être remplacée par une cage à buffles installée sous une maison à pilotis où habitent des paysans. Le supplicé y est attaché à un poteau. Il y souffre de l'odeur des bouses et des insupportables piqûres des myriades de maringouins, puces volantes attirées par les buffles. Parfois, à bout de souffrances et devenu fou, il meurt.

Notons aussi les casernements des sentinelles, la maison de la « Direction », le magasin aux vivres. Au centre du dispositif se trouve la place réservée aux rassemblements, disposant d'une estrade et de bancs rudimentaires destinées aux détenus.

Dans un endroit retiré ont été creusées les latrines où grouillent des millions d'asticots qui donnent naissance à des multitudes de mouches vecteurs de toutes les maladies, véritable « pont aérien » entre ce lieu et les cuisines.

Vie quotidienne

Les conditions de vie se caractérisent par la précarité absolue et l'absence de tout ce qui est nécessaire à la survie d'un Européen : hygiène, savon, rasoir, lessive, vêtements de rechange, moustiquaire, couvertures. La vermine se multiplie dans les *caï phen* des dortoirs : poux, punaises, puces. Les carences alimentaires,



*À sa libération, le lieutenant-colonel Charton
a toujours sa pipe*

la dénutrition, la nourriture très insuffisante en quantité et qualité, tout concourt à créer un état sanitaire déplorable. La promiscuité fait le jeu de toutes les contagions : les maladies se répandent comme des traînées de poudre.

La plupart du temps, le camp ne possède ni médecin, ni médicaments. Or, Giap l'avait écrit lui-même : « *La brousse pourrit les Européens.* » Ceux-ci ne peuvent survivre longtemps sous ce climat tropical chaud et humide, envahi de moustiques porteurs du paludisme, sans une médication constante préventive et curative. Celle-ci n'existe pas. L'état sanitaire est donc déplorable, et la mortalité très élevée. Les maladies se multiplient : ic-

tère, hépatite, typhus, béri-béri, dysenterie amibienne engendrée par l'eau polluée, paludisme souvent pernicieux et donc mortel inoculé par les anophèles, gale infectée et purulente, dartres annamites, spirochétose provoquée par l'urine des rats qui pullulent dans les charpentes des paillotes et dans le cimetière où ils dévorent les cadavres peu ou mal enterrés. Les malades en sont réduits aux remèdes de « bonnes femmes » : amidon de l'eau de cuisson du riz dite « petite soupe », tisanes de goyave, charbon de bois pilé, son récupéré après moulage du paddy (riz non décortiqué) et qui, contenant des

vitamines, permet de lutter contre le béri-béri. Il a un goût de poussière.

Implantée à l'écart, véritable antichambre de la mort, l'infirmerie se trouve non loin du cimetière. C'est une morgue où achèvent de mourir les malheureux qu'on y amène à toute extrémité, squelettiques, inondés par leurs excréments, dans une odeur fétide. Les fourmis rouges font un va-et-vient constant dans les narines des moribonds dont les rats tentent déjà de dévorer les extrémités. Nul ne veut s'y laisser transporter, car tous savent qu'on en ressort uniquement en direction du cimetière. Impuissants, incapables de leur porter secours, les camarades ne peuvent que les assister en les réconfortant. Par-

fois, l'un d'eux meurt sur le bat-flanc, au milieu de ses camarades de dortoir, après une courte agonie.

Les inhumations ont lieu sans cercueil ni linceul. Le cadavre est apporté roulé dans une vieille natte et, après avoir été dépouillé, par les survivants qui en ont trop besoin, de ses vêtements souillés. Le trou, peu profond du fait de la faiblesse des fossoyeurs, a été creusé par les moins épuisés. S'il s'agit d'un musulman, le corps est couché sur le côté, la face tournée vers la Mecque, c'est-à-dire vers le nord-ouest. Faute d'officiant, aucun culte n'est pratiqué.

Tout cela contribue à « clochardiser » rapidement les captifs qui, hâves, barbus, crasseux et décharnés, errent sans joie et sans courage dans ce village où tout leur est hostile. Découragés, certains refusent de se lever et de se laver, renonçant à lutter pour survivre. Celui qui reste couché meurt rapidement. La désespérance guette tout le monde.

Emploi du temps

Les journées s'écoulent interminables, les nuits aussi. L'absence de moyens d'éclairage impose à tous de se coucher « avec les poules », après le repas du soir, à moins qu'il y ait une « veillée » auprès d'un feu de camp. Dans ce cas, il va falloir alors rester attentif et, tout en grelottant, entendre des discours oiseux jusqu'à une heure avancée de la nuit. Ensuite celle-ci va être troublée par le râle des mourants, la toux de nombreux dormeurs, le froid, le feulement des tigres qui chassent dans

la forêt voisine, le bruit fait par un camarade saisi d'un besoin pressant qui s'éloigne à tâtons accompagné par les imprécations de la sentinelle qu'il a dérangée.

Le réveil est sonné par le « gong » qui impose le premier rassemblement pour le comptage des détenus et la distribution des corvées. Il n'y a pas de petit déjeuner. Les corvées sont distribuées par un prisonnier responsable : nettoyage, ramassage des ordures, préparation des repas, ravitaillement en riz et en bois.

La nourriture est distribuée deux fois par jour, généralement dans un désordre indescriptible. Elle est constituée d'une boule de riz peu ou pas assaisonnée, car le sel et les « condiments » manquent cruellement. Parfois s'y ajoutent une soupe de liserons d'eau ou un petit peu de viande. Les captifs peuvent avoir un lopin de terre à cultiver, à leurs temps libres, pour améliorer l'ordinaire. D'autres essaient d'élever une volaille nourrie avec des déchets récupérés çà et là. Les oeufs sont une denrée très rare. Chaque fois que possible, les prisonniers chapardent du manioc dans les champs voisins ou des poissons dans les mares. Ils ont un impérieux et double devoir : voler pour survivre et ne pas se faire prendre. Les ustensiles de cuisine sont rudimentaires : ce sont des « touques » constituées de vieux fûts de fuel coupés en deux. Les prisonniers doivent fabriquer des instruments de fortune en bambou : bols, cuillers, louches, qui, faute de savon, deviennent des nids à microbes. Ils utilisent aussi de

vieux casques ou d'antiques boîtes de conserve. Dans cette pénurie généralisée, le moindre objet, un bout de ficelle par exemple, a une valeur inestimable. Beaucoup d'entre eux lassés du riz sont frappés d'inappétence. D'autres, à bout de courage et de force, renoncent à lutter et se laissent mourir en quelques jours. Certains, apparemment pleins de vie, succombent subitement sans aucun signe annonciateur.

Les ravitaillements en riz sont particulièrement éprouvants. Ils concernent les plus valides car il leur faut marcher longuement avec une charge de vingt à trente kilos sur le dos. Souvent, celle-ci est constituée d'un pantalon de toile passé autour du cou dont les jambes ont été nouées et remplies de riz. Quand le commissaire politique veut faire disparaître un réfractaire, il le désigne pour ce genre de transport, surtout s'il le sent affaibli. Parfois, l'intéressé décède en route. À l'évidence, il n'a subi aucune brutalité physique !

Les cours politiques sont dispensés l'après-midi, lors de séances interminables où l'on discute de façon oiseuse de tout et de rien. Il faut à tout prix y participer et s'intéresser au sujet, en prenant la parole et en posant des questions de façon à animer la discussion. Les sujets sont choisis par le commissaire politique et concernent la plupart du temps les thèmes grandiloquents : le socialisme, le capitalisme, le colonialisme, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Au

cours de ces séances sont rédigés, discutés, améliorés et affinés les manifestes qui seront soumis à la signature de tous, puis affichés dans un local commun et parfois diffusés par la radio du Viêt-Minh.

Très souvent le soir, la nuit tombée en raison du danger aérien, a lieu une veillée inspirée des méthodes répandues en Indochine par les chantiers de jeunesse de Vichy. À l'ordre du jour on trouve soit l'étude d'un thème, soit le commentaire d'un événement, soit tout autre sujet retenu suivant les circonstances par le commissaire politique. Quand le commissaire politique estime atteint l'effet recherché et trop fatigué l'auditoire devenu amorphe, il donne le signal de la fin de la réunion, autorisant les participants grelottants de froid et accablés de sommeil à rejoindre leurs paillotes. Pour eux commence alors une nouvelle nuit de cauchemars et de frissons, sous la piqûre des punaises attirées par la chaleur de corps enchevêtrés, et celle des moustiques en été.

Ainsi, au cours de journées interminables se déroule la vie au camp, dans la désespérance, triste, sombre, morne, chacun se demandant s'il en sortira un jour avant que la mort ne le rattrape, regardant le soleil se coucher derrière les montagnes, là où se trouve son pays qu'il pense ne jamais revoir.

Le lavage de cerveau²

Le lavage de cerveau a pour but d'amener les prisonniers à épouser la cause qu'ils

étaient venus combattre, de les engager dans la lutte pour la paix et le rapatriement du Corps Expéditionnaire des Elements Français d'Extrême Orient (CEFEO), de les convertir au communisme et de les convaincre de la juste cause du Vietnam.

Les libérations inconditionnelles visent trois objectifs : « inoculer » des convertis devenus pacifistes dans les rangs du CEFEO pour amoindrir sa combativité, donner au Viêt- Minh magnanime une dimension internationale en prouvant son humanisme et se débarrasser des bouches inutiles.

Les méthodes sont héritées des expériences nazies, soviétiques, chinoises et fascistes qui avaient mis en pratique les techniques de conditionnement, de manipulation et d'endoctrinement des masses. Citons : la coupure totale avec le milieu initial créant l'isolement absolu, l'abolition des grades et des références morales ou sociales, la délation érigée en règle et considérée comme un devoir, la répétition incessante des arguments et slogans, la critique et l'autocritique, la

2/ Le lavage de cerveau a fait l'objet, de la part du général Yves de Sesmaisons, d'un plus long développement (60 pages) publié dans le livre de l'ANAPI, *Les soldats perdus*, Indo Editions, 2009.

3/ Can bô : commissaire politique.

mauvaise conscience éveillée chez tous, le mirage de la libération, l'idéal du dépassement des normes et le chantage à la mort, chacun sachant son espérance de vie limitée. Les slogans sont ceux, bien éculés, des partis communistes soviétique et français : la sale guerre, l'impérialisme sanguinaire, le colonialisme exploiteur, avide et perfide, le capitalisme égoïste, le socialisme généreux, le droit des peuples à disposer d'eux-



Quel traitement lui avez-vous fait subir ?

mêmes. Tout ce rituel donne naissance à une phraséologie conventionnelle parfois cocasse résultant de la formation primaire des *can bô*³ et de leur piètre connaissance du français. Elle est inspirée des thèmes chers à l'*Humanité*, le journal du parti communiste français.

L'ensemble de ces actions est animé par le *can bô*. Il vit journallement auprès des

prisonniers, les connaît, les note, suscite leur engagement dans la lutte, écoute les délateurs, manipule ses agents, isole les nouveaux arrivants pour les empêcher de répandre de « fausses nouvelles ». Cadre de contact, il conduit la « rééducation ». Parfois lui est adjoint un transfuge français. Ce fut le cas de Boudarel⁴, présent au camp n°113 de février 1953 à janvier 1954. Ses capacités d'action étaient immenses. Il jugeait, en effet, de la maturité

de leur aptitude à une éventuelle libération, dont dépendaient leurs ultimes chances de survie. Sans avoir à les brutaliser, il avait ainsi sur eux le pouvoir de vie ou de mort. Ses qualités intellectuelles et pédagogiques certaines le rendaient apte à cette sélection.

Les légionnaires sont souvent traités à part et « condamnés » au rapatriement vers l'Europe communiste de l'Est, par la



La libération de morts-vivants

socialiste des détenus, et, par conséquent,

4/ Boudarel Georges (1926-2003). Universitaire et militant communiste français. Reconnu et dénoncé par Jean-Jacques Beucler, ancien secrétaire d'État aux anciens combattants et ancien prisonnier au camp numéro 1, lors d'un colloque organisé au Sénat, en 1991. Il fit l'objet d'une plainte pour crime contre l'humanité rejetée au titre de la loi d'amnistie de 1966.

voie dite démocratique, c'est-à-dire la Chine. Ils la redoutent car ils savent qu'une fois parvenus dans leurs pays, ils seront emprisonnés pour avoir trahi le camp socialiste. Les soldats originaires des pays d'Afrique reçoivent souvent une formation particulière destinée à les impliquer dans les futures luttes de libération des pays colonisés et asservis. Quant aux ralliés à la cause de la paix, qu'ils

soient de véritables déserteurs (3 000 environ) ou de malheureux prisonniers ayant accepté le statut de ralliés, et bien que croyant ainsi améliorer leur sort, ils connaissent une mortalité identique à la nôtre.

Les chances de succès d'une éventuelle évasion sont quasiment nulles, les risques immenses, et les conséquences d'un échec redoutables. Les distances, l'épuise-

ment dans le jeu de la libération inconditionnelle qui est accordée avec parcimonie. Combien ne peuvent attendre cette échéance et meurent entre temps !

La mise en condition

Elle s'opère en quelques semaines sous la houlette haineuse du *can bô* qui attise les rivalités et distille savamment les informations venues de l'extérieur, dont les captifs sont totalement coupés. La réédu-



ment physique, l'environnement hostile (jungle et population), la menace constante des *can bôs*, la délation ambiante, tout dissuade le prisonnier de tenter l'aventure. De courageux camarades s'y risquent cependant ; bien peu réussissent. Repris, plusieurs sont fusillés, d'autres subissent d'affreux sévices pour l'exemple. Beaucoup de *tu binh* se résignent donc, la mort dans l'âme, à entrer

en condition journalière, permanente et lancinante exploite l'épuisement physique et psychologique des détenus. La délation, la suspicion, le dénigrement et la trahison deviennent la règle qui isole le captif au sein même de la collectivité qu'il sent hostile.

La mort apparaît rapidement comme une menace palpable, évidente, permanente, inséparable compagne. Elle est l'un des

plus puissants leviers de l'endoctrinement. Le *tu binh* ressemble à un homme qui se noie. Or le « bienveillant » *can bô* lui tend justement une main secourable : qui ne la saisirait ? Une libération inconditionnelle est possible pour ceux qui sauront se montrer coopératifs. Le mirage de la libération apparaît et se transforme en hallucination. Le prisonnier devient réceptif pour sortir de cet enfer qui risque de l'engloutir. Sans en avoir conscience, il devient un stakhanoviste du combat pour la paix. Il a compris qu'il lui faut signer pour ne pas mourir. Le *can bô* a gagné.

L'endoctrinement

Les conditions de la bonne volonté et de la réceptivité étant réalisées, le commissaire politique peut entreprendre son travail « salutaire ». Il commence par la création du « comité de paix et de rapatriement », composé de « délégués » élus par le peuple. À leur tour, ceux-ci élisent un *secrétaire* (terme typiquement marxiste), chargé de l'animation de la vie du camp et de la liaison avec la « Direction ». Celle-ci organise les cours politiques, non obligatoires mais auxquels il serait suicidaire de ne pas participer, puisque l'enjeu, à terme, est l'inscription sur la fameuse liste des futurs libérés, dont on parle sans cesse.

Des manifestes sont rédigés à la suite d'interminables et oiseuses discussions. Chacun doit apporter sa pierre. Nul n'est tenu de les émarger, mais malheur à celui qui s'abstiendrait de le faire. Il faut signer

ou mourir. De plus, si ces textes parviennent en Occident, ils seront un moyen de donner des nouvelles aux familles, et de tenter d'améliorer la situation des détenus qui auront ainsi témoigné de leur bonne volonté. Évidemment, à Hanoï, ils font froncer les sourcils des états-majors qui ignorent les conditions de vie dans les camps.

Ainsi, durant des mois, vont se succéder cours politiques journaliers, veillées nocturnes, fêtes de toutes sortes, séances de critique et d'autocritique, sessions du tribunal du peuple, campagnes diverses, travaux de rédaction des aveux « spontanés » des atrocités commises ou inventées.

Les campagnes

D'inspiration chinoise, inventées par Mao et basées sur des thèmes d'intérêt général, elles visent à secouer la torpeur qui gagne les esprits angoissés et les corps épuisés, et à susciter des actions collectives : propreté, hygiène, éradication des poux, joie et gaieté, jardinage, extermination des mouches porteuses de maladies. C'est une façon de manipuler la masse et d'exacerber les tensions et rivalités. S'y surpasser peut devenir un atout pour l'avenir, mais aussi un moyen de gaspiller ses faibles forces.

Autocritique et critique

L'autocritique est un chef-d'oeuvre de cynisme et d'oppression morale, imaginé par des penseurs marxistes de génie ayant atteint le sommet du machiavélisme. Cha-

cun doit être coupable puisqu'il est prisonnier. Donc il doit le reconnaître en faisant son autocritique, c'est-à-dire en avouant ses fautes en public et, conscient du tort causé à la collectivité, demander à celle-ci de décider pour lui d'un juste châtement. Ce dernier arrêté, le magnanime *can bô* le modère pour manifester la clémence du président Hô Chi Minh et du peuple. Le fautif exprime alors sa reconnaissance, son repentir et son désir de s'amender et de se racheter.

La critique, elle, obéit à un processus différent et s'apparente à la délation pure et simple. Toute personne ayant eu connaissance d'une faute ou d'un manquement se doit de les dénoncer publiquement, à défaut de quoi elle en devient complice. La sanction du peuple, cette fois, est plus sévère, puisque le coupable n'a pas avoué spontanément en faisant son autocritique. Ainsi les détenus se surveillent mutuellement, se murent dans leur solitude, ne peuvent se confier à personne. La rééducation devient l'oeuvre de tous, et chacun se fait le gardien et le moniteur de ses camarades, son obéissance étant le fruit de la délation soigneusement entretenue par les dirigeants du camp.

Le tribunal du peuple

Tout fait anodin, toute peccadille sont montés en épingle et transformés en événements majeurs et graves. La « Direction » en a eu connaissance par ses indicateurs ou par le rapport spontané et louable d'un détenu. Alerté et vigilant, le « peuple » est rassemblé aussitôt et se constitue en tri-

bunal pour juger le fautif sous la responsabilité du comité de paix. Il n'y a pas d'avocat, seulement un procureur : le *can bô*. Dans son réquisitoire, il accuse la collectivité d'être responsable du manquement pour n'avoir pas su maintenir le coupable dans le droit chemin. Celui-ci fait alors son autocritique et réclame une juste sanction. Après en avoir discuté, puis une fois écoutés les accusateurs, dont la virulence témoigne de leur souci de se faire bien voir, le peuple vote à mains levées sous l'oeil vigilant du *can bô*.

L'élection des futurs libérés

L'imminence d'une libération déclenche un processus machiavélique visant à tester la maturité politique des captifs et à épurer la liste en préparation, naturellement tenue secrète.

Tous les prisonniers sont invités à faire, par écrit, la confession de leurs crimes de guerre et des atrocités commises en leur présence. Chacun suivant son degré de « maturité socialiste » et son souci de se faire remarquer s'évertue à les décrire de son mieux.

Peu après, au cours d'un *meeting* dit des « aveux spontanés », sont lues par le comité les meilleures copies et proclamés les héros de cette compétition dans le repentir.

Puis, au cours d'un rassemblement solennel regroupant la totalité de l'effectif du camp, détenus et autorités, le *can bô* annonce, devant les prisonniers haletants,

la décision du président Hô de rendre à leurs familles les plus méritants combattants de la paix qui vont être désignés par un vote libre et démocratique de l'assemblée. Il donne alors lecture d'une liste de noms, s'arrêtant après chacun pour recueillir l'avis du peuple. À chaque appel tous les bras se lèvent. Naturellement, aucun malade ne se trouve sur la liste, car la route va être longue et il y a lieu de cacher aux yeux de l'opinion internationale l'état sanitaire déplorable de la population carcérale. Sitôt sa lecture terminée, le *can bô* proclame : « Je prends acte de votre sage décision. »

Le calendrier se déroule de façon implacable : annonce d'une libération et d'élections libres pour en désigner les bénéficiaires, séance des aveux spontanés permettant à la « Direction » de tester la maturité socialiste de ceux qu'elle envisage de libérer, journée de jeûne expiatoire lui donnant la possibilité de mesurer la bonne volonté de tous, et, finalement, élections. Les prisonniers sont eux-mêmes les jouets, les victimes et les complices de ce système d'oppression psychologique qui les étouffe.

La marche vers la liberté

La marche vers la liberté, une dizaine de jours environ, est jalonnée de « fêtes d'amitié organisées spontanément par les populations accueillantes » des villages traversés.

La veille de l'arrivée aux lignes françaises, le *can bô* annonce soudainement qu'un prisonnier ayant commis une faute

va devoir être jugé par le peuple qui aura à décider de la sanction à lui infliger.

Pour ces hommes épuisés qui sont presque arrivés au but après des mois de double jeu et de dissimulation, il n'y a même pas de dilemme, l'instinct de survie commande !

Puisque le vote est public et se fait à main levée, une seule sanction s'impose : le retour au camp du fautif, pour y expier son forfait et surtout y parfaire son éducation socialiste, c'est-à-dire, la plupart du temps, pour y mourir. La condamnation est donc unanime et sans appel, et, benoîtement, le commissaire proclame simplement : « Je prends acte de votre sage décision. »

La libération, les réprouvés

Tout au long du conflit eurent lieu des convois de libération aux noms évocateurs : « Henri Martin », « Raymonde Dienne » etc. Ainsi se présentèrent aux postes français des groupes d'individus hâves, crasseux, décharnés, véritables « zombies », parlant un langage abscons inconnu du CEFEO. N'appréciant pas le problème à sa juste mesure, mais redoutant la contagion, le commandement n'ouvrit pas les bras à ces hommes courageux. Il les traita en suspects, en réprouvés. On les isola dans des centres de repos chargés de les « désintoxiquer », où ils furent soumis aux enquêtes pointilleuses de la Sécurité militaire.

Quant aux familles, il revint aux rescapés de les informer de la mort des multiples disparus et, pour sauvegarder leur moral,

de les tromper sur leurs conditions réelles de vie. Une fois encore, il fallait mentir ; l'horreur et l'indicible ne se racontent pas.

Conclusion

En réaction à l'oppression, il importait de jouer le jeu pour ne pas mourir avant d'avoir recouvré la liberté. Certes, ceux qui tentèrent l'évasion traditionnelle sont dignes d'éloges, mais bien peu réussirent. Que penser des libérations inconditionnelles ? Seuls ceux qui en ont connu les conditions peuvent en juger. Fuir ce monde kafkaïen fut non seulement un impérieux devoir militaire, mais aussi une nécessité vitale. Le choix du combat pour la paix en fut le moyen. Il nécessita un long *aggiornamento* car il ne correspondait en rien à notre éthique traditionnelle. La mortalité très importante incita les

plus réfractaires à ouvrir les yeux et à exploiter au mieux les failles d'un système hideux et inédit qui les oppressait.

Partout les prisonniers firent la même analyse. Il fallait signer ou mourir, c'était l'unique dilemme. Nous étions au fond d'un puits, la voie était sans joie et sans choix. Le chemin à emprunter était malaisé, tortueux, très risqué et aléatoire du fait de la délation permanente et des faibles chances de survie. La plupart s'y engagèrent, bien peu parvinrent au but. Ceux-là n'avaient pas trahi ; ils avaient simplement sauvé leur vie en exploitant au mieux les circonstances et les failles d'un système concentrationnaire qui avait tenté de les étouffer.

Yves de SESMAISONS

ANAPI

Association fédérale nationale des anciens prisonniers-internés-déportés d'Indochine.

L'ANAPI a été créée en 1985. Elle s'est restructurée en 2014 en ANAPI-Fédérale.

Elle a pour objet :

- de regrouper au niveau national les Amicales, avec ou sans personnalité morale, représentant au niveau régional les anciens prisonniers-internés-déportés ayant été détenus dans les camps du Viet Minh, les camps japonais, chinois et/ou dans les autres camps de prisonniers ayant existé en Asie, pendant la période comprise entre 1945 et 1954 ;*
- de développer la solidarité et de mieux faire connaître les souffrances et les conditions d'internement endurées par les prisonniers français dans ces camps ;*
- de préserver la mémoire de ceux qui sont morts en captivité ;*
- de préserver leurs intérêts moraux et matériels et ceux de leurs ayants droit.*

L'ANAPI mène aussi des actions sociales concrètes au Vietnam où, par exemple, elle a été le maître d'œuvre de la construction de sept écoles.

www.anapi.asso.fr

*« Il y avait tant de beauté étalée, un tel torrent
d'émotions inconnues ...que nous n'avons pas hésité
à jeter notre peau dans la balance pour que
le Vietnam échappe aux camps de rééducation... »*



AVANT LES FÊTES

Renouvelez votre cotisation et votre abonnement*

NOTRE VOEU POUR 2016

que chacun de vous fasse adhérer un nouveau membre

Régularisation Renouvellement Adhésion nouvelle

Année(s) concernée(s) :

N° d'adhérent :

si **individuel** : remplir la fiche au verso

si **association** : préciser

Nom de l'association :

Nombre d'adhérents :

Tarifs adhésion avec abonnement	Cotisation adhésion	Abonnement 4 numéros	TOTAL (entourer le montant)
Normal individuel	10 €	15 €	25 €
Jeune 18-25 ans	5 €	15 €	20 €
Veuve ou veuf d'adhérent	5 €	15 €	20 €
Association départementale ou régimentaire	15 €	15 €	30 €
Association régionale	25 €	15 €	40 €
Association nationale	45 €	15 €	60 €

Frais d'envoi pour l'étranger nous contacter

Don

Soutien à partir de 100 €
abonnement inclus

Mécène à partir de 1 000 €
abonnement inclus

Don

Montant du don

Ci-joint un chèque de (à l'ordre de l'ASAF) :

Règlement en ligne sur notre site : www.asafrance.fr

* L'ASAF édite chaque année, 4 numéros de sa revue *ENGAGEMENT*, (84 pages d'informations en quadrichromie), 4 bulletins internes *ASAF & VOUS* (16 pages) qui sont le lien entre tous les adhérents de l'association, un numéro hors-série (148 pages) dans sa collection *Mémoire et Vérité*, et deux lettres électroniques mensuelles. Par ailleurs, sur notre site www.asafrance.fr, vous pouvez accéder à l'espace exclusivement réservé aux adhérents. L'ASAF est une association indépendante des pouvoirs politiques, c'est avec votre soutien que vous la conforterez dans ses missions.

FICHE INDIVIDUELLE D'INFORMATION

*Les renseignements demandés ci-dessous ont pour but de mieux connaître les membres de l'ASAF et permettront d'améliorer la capacité d'action de l'association. Ils ne seront pas communiqués sans accord préalable des intéressés. Tous les renseignements sont à écrire en **lettres capitales** pour éviter les erreurs. Merci.*

M., Mme, (rayer la mention inutile)

Nom :

Prénom :

Adresse postale (en capitales) : n°

.....

Code postal :

Ville :

Courriel :

Téléphone :

Année de naissance :

Profession actuelle :

Profession antérieure (si retraité) :

Si ancien militaire dernier grade :

Membre d'associations (à préciser) :

.....

Comment avez-vous connu l'ASAF ?

.....

Si vous souhaitez participer au développement de l'ASAF, quelles compétences (informatique, juridique...) pouvez-vous apporter ? ou quelles actions pouvez-vous conduire (communication, diffusion...)

.....

Date :

ASAF : 18, rue Vézelay 75008 Paris - Tél. : 01 42 25 48 43
Courriel : secretariat@asafrance.fr - site : www.asafrance.fr

Bon de commande ASAF



Tous les 3 mois, votre publication

Revue ENGAGEMENT *Tous les sommaires sont consultables sur notre site (boutique)*

1 numéro : 5 €

4 numéros : 15€ *Tous les numéros, à partir du 94 sont disponibles*

Veillez inscrire les numéros souhaités et la quantité.....

Offre exceptionnelle pour Noël
 - Les 4 hors-séries
 - L'album **PERMANENCE**
pour 50 € (port compris France)
Offre valable jusqu'au 31 janvier 2016

Total €

Tous les ans, un hors-série riche de nombreux témoignages. De 116 à 148 pages



Armée et Algérie
1830-1962

1 numéro : 7,50 €

de 10 à 49 numéros : 6,50 € (par ex.)

Quantité souhaitée.....

Total €



Lyautey
paroles d'action pour aujourd'hui

1 numéro : 10 €

de 10 à 49 numéros : 9 € (par ex.)

Quantité souhaitée.....

Total €



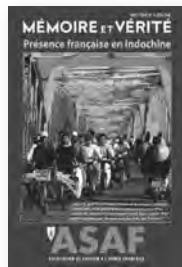
Blessés pour la France

1 numéro : 10 €

de 10 à 49 numéros : 9 € (par ex.)

Quantité souhaitée.....

Total €



Présence française en Indochine

1 numéro : 10 €

de 10 à 49 numéros : 9 € (par ex.)

Quantité souhaitée.....

Total €

Une nouvelle collection ASAF PATRIMOINE



68 pages quadrichromie (21 cm x 21 cm)

PERMANENCE

1 numéro : 15 € (20 € port compris). Pour 5 ex : port offert

Quantité souhaitée.....

Total €

Cravate de l'ASAF

20 € pièce

Quantité souhaitée.....

Total €

Pin's de l'ASAF

4 € pièce ou 10 € les trois

Quantité souhaitée.....

Total €

Total général €

Toutes vos commandes, peuvent être passées sur notre site, dans la rubrique « Boutique », votre paiement est sécurisé.

Ou en nous renvoyant ce bon rempli, avec votre règlement par chèque au nom de l'ASAF.

Tous les sommaires des numéros d'ENGAGEMENT ainsi que les hors séries, sont consultables sur notre site.

Réduction pour les commandes importantes. Nous contacter (secretariat@asafrance.fr)

ASAF : 18, rue Vézelay 75008 Paris - Tél. : 01 42 25 48 43
Courriel : secretariat@asafrance.fr - site : www.asafrance.fr